

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 14 juin 2017

Le quatorze juin deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 8 juin 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Séverin BATFROI - Mme Gaëlle BUREL à M. Jérôme MERLE - Mme Francette GIERCZAK à Mme Christine DURAND - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - M. Michel BARRIONUEVO à M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 5 minutes, et constate que le quorum est atteint : 25 conseillers élus sont présents, 7 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE est désignée comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que l'association du Ball-Trap Club Sassenageois a évacué le site de Combe-Chaude il y a 8 jours, suite à l'intervention d'un huissier de justice à la demande de la commune de Sassenage.

Dans la perspective des élections sénatoriales 2017, il annonce que le Conseil Municipal de Sassenage est convoqué le 30 juin 2017 par décret n° 2017-1091 du 2 juin 2017, pour désigner 9 suppléants afin de faire face aux éventuelles indisponibilités des grands électeurs le jour du scrutin. Il rappelle que tous les conseillers municipaux sont grands électeurs de droit et que, lui-même étant par ailleurs conseiller départemental, il déléguera sa voix.

Après avoir proposé plusieurs possibilités d'horaires de réunion, il est convenu que le Conseil Municipal se réunira à partir de 08h00 le 30 juin 2017 en salle Henriette Gröhl de

l'Hôtel de Ville, afin qu'il n'y ait pas de conflit d'agenda avec la réunion du conseil métropolitain qui doit se tenir le même jour à Grenoble.

Puis, il demande l'approbation du compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 27 avril 2017. Madame Florence PARVY demande une correction concernant le résumé de son intervention lors du vote de la délibération n°4 : elle a dit qu'elle « *ne comprenait pas* », et non pas qu'elle « *n'était pas d'accord avec* », le mode de répartition de la participation communale pour les projets pédagogiques et classes de découverte 2017. Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 27 avril 2017 corrigé de cette erreur est approuvé à l'unanimité.

Une version amendée du projet de la délibération n° 13 est distribuée en séance à tous les membres présents du conseil municipal.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Suite à une question de Madame Florence PARVY sur la décision n° 2017-049 relative au tarif de location des installations sportives, Monsieur le Maire explique que la commune est encadrée en la matière par des règles tarifaires imposées par le Département de l'Isère pour l'accueil des collégiens, et par la Région pour l'accueil des lycéens.

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour de la séance commence.

1 - DGS – FINANCES – AVIS SUR LE RAPPORT DE LA CLECT (COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES) DU 2 MAI 2017
--

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges « Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts » ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM ;

VU l'article 81 de la Loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 qui permet de déterminer un montant d'attribution de compensation imputable à la section d'investissement ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Sassenage n° 4 du 12 décembre 2016 approuvant le rapport de la CLECT du 24 novembre 2016 ;

VU la délibération de Grenoble-Alpes Métropole du 16 décembre 2016 fixant les montants provisoires de l'attribution de compensation pour 2017 ;

VU le rapport de la CLECT du 2 mai 2017 ci-annexé, complétant l'évaluation des charges transférées établie précédemment ;

EXPLIQUE que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015 emporte des transferts de compétences ;

PRECISE que la CLECT a proposé d'examiner, en 2016, plusieurs compétences nécessitant un temps supplémentaire d'instruction. Par ailleurs, certains oublis ou compléments concernant les compétences évaluées en 2015 ont également nécessité d'être corrigées en 2016.

Une nouvelle correction de l'évaluation de ces charges a été effectuée par un rapport de la CLECT du 2 mai 2017.

Ce rapport 2017 fait état de l'évaluation des charges suivantes :

- ouvrages d'art de voirie au titre des inspections, contrôles techniques et entretien léger (fonctionnement) et gros entretien renouvellement (investissement)
- équipements déclarés d'intérêt métropolitain par la délibération du 3 novembre 2016 : le vélodrome d'Eybens, l'Hexagone de Meylan et la MC2 de Grenoble.
- chemins ruraux
- corrections des charges de voirie par rapport à 2015 ou 2016 lorsque les communes ont fait part de modifications par le biais des procès-verbaux définitifs recensant les éléments physiques de voirie transférés
- charges de personnel transférées pour le suivi et le contrôle d'Actis, Office Public de l'Habitat de la région grenobloise

AJOUTE qu'il est demandé à chaque Conseil Municipal des communes membres de se prononcer sur le nouveau rapport conclusif de la CLECT et les montants de révisions des AC qu'il propose.

PRECISE que le montant de l'AC révisée ne deviendra définitif que lorsque le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le rapport de la CLECT du 2 mai 2017 ci-annexé,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

Jérôme MERLE ajoute qu'en 3 ans ce sont 1,2 millions d'euros de recettes de fonctionnement qui ont été perdues. La commune de Sassenage est à la recherche de marges de manœuvres budgétaires. Cependant, il propose de donner un avis favorable.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le rapport de la CLECT du 2 mai 2017 ci-annexé,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

2 - DGS – FINANCES - BUDGET PRINCIPAL – CRÉANCES ÉTEINTES
--

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales;

VU les courriers de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 13 janvier 2017 et du 4 mai 2017 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des créances suivantes :

- Mme Khadija CHIBA pour un montant de 555,65 €.
- Mme Muriel DURIC pour un montant de 2 295,00 €.

CONSIDERANT que le Tribunal d'instance de Grenoble en date du 10 novembre 2016, à déclaré recevable la procédure de rétablissement personnel sans liquidation budgétaire pour les dettes de Mme CHIBA,

CONSIDERANT que le Tribunal d'instance de Grenoble en date du 13 avril 2017, à déclaré recevable la procédure de rétablissement personnel sans liquidation budgétaire pour les dettes de Mme DURIC,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'admission en créance éteinte le montant de 2 850,65 euros.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en créance éteinte pour un montant de 2 850,65 euros.

Cette dépense sera réalisée au budget 2017 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

3 - DGS – FINANCES DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2017 – BUDGET PRINCIPAL

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 14 juin 2017;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2017- 01 ci-dessous, pour le budget principal :

FONCTIONNEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
BAT/615221/MAIRIPAT/020 CHAP 011	12 800 €	0 €
TRI/60632/MEDIA/321 CHAP 011	-3 500 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 011	9 300 €	0 €
FIN/777/ONV/01/ CHAP 042	0 €	26 900 €
TOTAL CHAPITRE 042	0 €	26 900 €
FIN/7788/MAIRIPAT/020 CHAP 77	0 €	9 000 €
TOTAL CHAPITRE 77	0 €	9 000 €
FIN/023/ONV/01 virement à la section d'investissement	26 600 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 023	26 600 €	0 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	35 900 €	35 900 €
INVESTISSEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES

FIN/020/ONV/01 CHAP 020	-20 700 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 020	-20 700 €	0 €
FIN/021/ONV/01 virement de la section de fonctionnement	0 €	26 600 €
TOTAL CHAPITRE 021	0 €	26 600 €
FIN/13911/ONV/01 CHAP 040	200 €	0 €
FIN/13913/ONV/01 CHAP 040	23 200 €	0 €
FIN/13918/ONV/01 CHAP 040	3 500 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 040	26 900 €	0 €
FIN/10222/ONV/01 CHAP 10	0 €	54 600 €
TOTAL CHAPITRE 10	0 €	54 600 €
SPORT/1313/SPORT/414 CHAP 13	0 €	4 600 €
TOTAL CHAPITRE 13	0 €	4 600 €
BETVOI/2031/RISQ 830 CHAP 20	5 000 €	
INFOR/2051/MAIRIFIN/020 CHAP 20	36 100 €	0 €
INFOR/2051/DIVENF/421 CHAP 20	14 200 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 20	55 300 €	0 €
SPORT/2188/SPORT/414 CHAP 21	2 200 €	0 €
BETVOI/2135/RISQ 830 CHAP 21	-50 000 €	
BAT/21318/MEDIA/321 CHAP 21	6 400 €	0 €
ESP-ENV/2158/PARCS/823 CHAP 21	20 700 €	
TOTAL CHAPITRE 21	-20 700 €	0 €
BETVOI/2313/RISQ 830 CHAP 23	45 000 €	0 €
TOTAL CHAPITRE 23	45 000 €	0 €
TOTAL INVESTISSEMENT	85 800 €	85 800 €
TOTAL GENERAL	121 700 €	121 700 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p style="text-align: center;">4 - DGS – RESSOURCES HUMAINES CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES</p>

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 9 juin 2017 ;

CONSIDERANT la mobilité interne et externe des personnels;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants

- un poste à temps complet d'agent social à compter du 01^{er} juillet 2017 ;
- un poste à temps complet d'adjoint administratif à compter du 01^{er} juillet 2017 ;
- un poste à temps complet d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe titulaire à compter du 1^{er} juillet 2017

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires vacants suivants :

- un poste à temps complet de rédacteur territorial, à compter du 01^{er} juillet 2017
- un poste à temps complet d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe non titulaire

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

5 - DGS – RESSOURCES HUMAINES– RÉGIME DES ASTREINTES

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1994 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 2- janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions,

VU l'avis du Comité Technique en date du 5 décembre 2016,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer les modalités d'application des astreintes,

INDIQUE qu'afin d'être en mesure d'intervenir notamment en cas d'évènements tels que climatiques, suite à incidents ou manifestations sur la commune de Sassenage, il convient de mettre en place des astreintes d'exploitation, de sécurité et de décision.

INDIQUE que la liste des emplois concernés est la suivante:

- 4 responsables d'encadrement (techniciens, agents de maîtrise, puéricultrice)
- Les agents en charge du déneigement (adjoints techniques ou agents de maîtrise)
- Un agent détenteur d'une habilitation électrique (adjoint technique)

INDIQUE que la rémunération des astreintes sera effectuée par référence au barème en vigueur.

INDIQUE que les crédits sont prévus annuellement sur le chapitre 012.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE METTRE en place les astreintes d'exploitation, de sécurité et de décision,

DE FIXER la liste des emplois concernés, tels que ci-dessus,

DE FIXER les modalités de compensation telles que prévues au barème en vigueur.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

6 - DGS – RESSOURCES HUMAINES
INSTITUTION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS
SUJÉTIONS EXPERTISE ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU décret n°67-624 du 23 juillet 1967 relatifs aux indemnités pour travaux dangereux insalubres, incommodes ou salissants,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1994 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 2- janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 86-252 du 20 février 1986 relatifs aux indemnités forfaitaires complémentaires pour élections,

VU le décret 92- 681 du 20 juillet 1992 relatifs aux indemnités allouées aux régisseurs d'avances et de recettes,

VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatifs aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

VU le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatifs aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015- 661 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU les délibérations antérieures instaurant le régime indemnitaire en date des 23 mai 2007, 9 juillet 2012, 13 Novembre 2012 et du 12 décembre 2016,

VU l'avis du Comité Technique en date du 9 juin 2017,

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir le versement des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections, basé sur le montant de l'IFTS en vigueur du cadre d'emploi des attachés territoriaux auquel est appliqué un coefficient 3, les indemnités allouées aux régisseurs d'avances et de recettes, les indemnités pour travaux dangereux insalubres, incommodes ou salissants,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à des agents,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'appliquer le RIFSEEP qui a vocation à devenir le régime indemnitaire de référence pour les cadres d'emplois éligibles à compter du 1^{er} janvier 2017,

CONSIDERANT le caractère exclusif du RIFSEEP qui se substitue à toutes les primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles mentionnées par l'arrêté du 27 août 2015 ainsi que la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction, de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour election (IFCE) et des avantages collectivement acquis prévus par l'article 111 de la loi n°84- 53 du 26 janvier 1984 ,

CONSIDERANT l'architecture en deux parties du RIFSEEP :

- Une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,
- Un complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. La mise en œuvre de ce complément est facultative.

CONSIDERANT que la collectivité a, conformément à la réglementation, engagé une réflexion visant à réviser le régime indemnitaire en tenant compte des Fonctions, Sujétions, et de l'engagement professionnel qui ne se compose d'un premier temps que de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire.

CONSIDERANT que l'ensemble des cadres d'emplois ne sont pas encore prévus dans le RIFSEEP et que la mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) est facultatif, la collectivité poursuit une réflexion globale sur l'année 2017.

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents relevant des cadres d'emplois mentionnés dans les tableaux ci-dessous, titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel sachant que les montants seront calculés au prorata du temps de travail.

Le régime indemnitaire est étendu aux agents contractuels de droit public exerçant des fonctions comparables.

Les objectifs fixés sont les suivants :

- Prendre en compte la place de chaque poste dans l'organigramme et reconnaître leurs spécificités
- Susciter l'engagement des agents

- Garantir à chaque agent le maintien des montants alloués antérieurement

Cette phase du régime indemnitaire de la ville est attachée :

- aux fonctions exercées par l'agent
- à la manière de servir de l'agent
- à l'absentéisme de l'agent

Chaque emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Critère professionnel n° 1 : Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- Critère professionnel n°2 : Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- Critère professionnel n° 3 : sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

La répartition des emplois est la suivante :

Détermination de l'IFSE par cadre d'emploi			
Groupe	Emplois concernés	Montant minimum brut annuel	Montant maximum brut annuel
Filière Administrative			
Attachés territoriaux			
Groupe 1	Responsabilité d'une direction ou d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	36 210
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	32 130
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	25 500
Rédacteurs territoriaux			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	17 480
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	16 015
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	14 650
Adjoints administratifs territoriaux			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant	1080	11 340

	une qualification ou une expertise particulière		
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10800
Filière Technique			
Techniciens Territoriaux			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	11 880
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	11 090
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	10 300
Agents de maîtrise et adjoints techniques			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	11 380
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10 800
Filière sportive			
Educateurs territoriaux des APS			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	17 480
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	16 015
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	14 650
Opérateurs territoriaux des APS			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	11 340
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10 800
Filière Animation			

Animateurs territoriaux			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	17 480
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	16 015
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	14 650
Adjointes territoriales d'animation			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	11 340
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10 800
Filière sociale			
Agents sociaux			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	11 340
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10 800
Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles			
Groupe 1	Encadrement de proximité Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	11 340
Groupe 2	Autres fonctions	1080	10 800
Filière Culturelle			
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	17 480
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	16 015
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	14 650
Filière Médico-sociale			

Educateurs territoriaux de jeunes enfants			
Groupe 1	Responsabilité d'un service Fonctions de coordination ou de pilotage	1080	17 480
Groupe 2	Encadrement de proximité	1080	16 015
Groupe 3	Emplois nécessitant une qualification ou une expertise particulière	1080	14 650

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- en dehors des deux hypothèses précédentes, au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

L'IFSE est versée mensuellement.

Le régime indemnitaire mensuel est modulé en fonction de l'absentéisme, avec un décalage d'1 mois de paye.

Au 1^{er} jour d'arrêt comptabilisé hors jour de carence, par arrêt de travail, pas de prélèvement effectué sur le régime indemnitaire

- du 3^{ème} au 5^{ème} jour, par **arrêt de travail**, prélèvement de 1/10^{ème} par jour d'absence du régime indemnitaire.
- à partir du 6^{ème} jour, par **arrêt de travail**, prélèvement de 1/20^{ème} par jour d'absence du régime indemnitaire.

Pour les agents placés en congé de longue maladie et en congé de longue durée, compte tenu des délais de traitement des dossiers avec les instances réglementaires, les primes mensuelles sont perçues jusqu'au 1^{er} du mois qui suit la prise de l'arrêt plaçant l'agent en congé longue maladie ou en congé longue durée. En effet, aucun régime indemnitaire ne sera versé lors d'un congé longue maladie ou congé longue durée. Les agents placés à temps partiel pour raison thérapeutique perçoivent leurs primes mensuelles sur la base de leur temps de travail initial.

Le lien à l'absentéisme sera révisable chaque année selon le bilan annuel de l'absentéisme.

INDIQUE qu'il est décidé d'appliquer volontairement la clause de sauvegarde facultative pour les collectivités territoriales, prévue à l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014. Les agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront jusqu'au prochain changement de fonctions, au titre de l'IFSE, a minima le montant indemnitaire qu'ils percevaient avant la mise en place du RIFSEEP , liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats.

CONSIDERANT qu'il est décidé que les montants maxima (plafonds) évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

CONSIDERANT que les crédits budgétaires correspondant seront prévus et inscrits au budget chaque année au chapitre 012.

CONSIDERANT que toutes les dispositions antérieures portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées pour les cadres d'emplois concernés par la présente délibération.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ABROGER les conditions d'attribution du RIFSEEP décrites dans la délibération municipale n° 17 en date du 12 décembre 2016,

DE CONFIRMER l'instauration du RIFSEEP par la présente délibération,

D'APPROUVER les nouvelles conditions d'attribution du RIFSEEP décrites précédemment.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

7 - DGS – THÉÂTRE EN ROND - DISPOSITIF PASS'RÉGION - AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE DE SIGNER UNE CONVENTION DE PARTENARIAT
--

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°220 du 9 février 2017 de la Commission permanente du Conseil Régional relative à la carte jeunes ;

VU le projet de convention de partenariat ci-annexé ;

CONSIDERANT que la Région Auvergne – Rhône – Alpes vient de mettre en place un nouveau dispositif remplaçant la carte M'RA, dénommé « PASS' Région » ;

EXPOSE que le PASS' Région délivré par la Région Auvergne – Rhône-Alpes, permet à chaque lycéen, apprenti, jeune en mission locale, élève des formations sanitaires et sociales de la Région Auvergne - Rhône Alpes de disposer d'un montant de 30 € pour accéder des spectacles dans les salles partenaires, dont le Théâtre en Rond fait partie,

INDIQUE que pour permettre l'utilisation de ce crédit de 30 € comme mode de règlement, la Ville de Sassenage doit signer une convention avec la Région Auvergne - Rhône Alpes pour une durée de cinq ans, renouvelable

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la convention de partenariat dont le projet est annexé ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention avec la Région Auvergne – Rhône Alpes permettant aux lycéens, apprentis, jeunes en mission locale, élèves des formations sanitaires et sociales, d'utiliser ce crédit de **trente euros** sur leurs PASS' Région pour l'achat de places de spectacles au Théâtre en Rond, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**8 - DEAS - SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE
AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES POUR
L'INCLUSION SCOLAIRE)**

Christine DURAND,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

CONSIDERANT que la Ville de Fontaine sollicite auprès des communes une participation financière pour 7 enfants domiciliés hors Fontaine qu'elle accueille dans les ULIS ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2015-2016, sept enfants sassenageois étaient scolarisés à l'école sur Fontaine ;

INDIQUE que le montant de la participation de la Ville de Sassenage pour un enfant s'élève à $1188.23 \text{ €} \times 7 = 8\,317.62 \text{ €}$;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 8317.62 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2015-2016, pour sept enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p align="center">9 - DEAS - SCOLAIRE - CONVENTION AVEC LE SMTC POUR UNE DÉLÉGATION D'ORGANISATION RELATIVE À L'EXÉCUTION DE SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES</p>
--

Christine DURAND,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du 13 avril 2017 du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'agglomération grenobloise (SMTC) autorisant son président à signer la convention dont le projet est ci-joint ;

VU la convention de délégation d'organisation relative à l'exécution de services de transports scolaires ci-annexée ;

CONSIDERANT qu'il convient de revoir la convention signée le 26 septembre 2011 avec le SMTC pour la délégation à la commune de Sassenage des transports scolaires sur la période 2011- 2016 et de signer une nouvelle convention précisant certaines modalités de fonctionnement pour la période 2016-2025 ;

CONSIDERANT que dès la signature de la nouvelle convention, les services de transports pourront être assurés soit à titre gracieux, soit à titre onéreux, les tarifs pratiqués ne pouvant excéder dans ce dernier cas ceux pratiqués sur le réseau TAG pour des abonnements mensuels ou annuels pour des voyageurs de moins de 18 ans ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée pour une délégation d'organisation relative à l'exécution de services de transports scolaires ;

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec Président du SMTC ladite convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

10 - DEAS - SCOLAIRE - APPROBATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION À BUT NON LUCRATIF PORTEUSE DU CLUB INTER-ÉTABLISSEMENTS ET COLLECTIVITÉS (CIEC)

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire du 2 mai 2008 dans le cadre du Grenelle de l'environnement, relative à l'exemplarité de l'Etat en matière de restauration collective ;

VU le programme Ambition Bio 2017 réaffirmant en mai 2013 les objectifs du Grenelle ;

VU le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire lancé en juin 2013 et le Plan National de l'Alimentation 2014 visant à atteindre 40% d'achats de proximité ;

VU la délibération en date du 28 mai 2015 autorisant Monsieur le Maire a signé la charte pour la création d'un club inter-établissements et collectivités (CIEC) pour la promotion d'une restauration scolaire responsable et durable, et nommant Monsieur Jérôme BOETTI DI CASTANO comme représentant la collectivité ;

CONSIDERANT la volonté municipale impulsée depuis de nombreuses années de proposer une alimentation de qualité en intégrant des aliments bio pour l'ensemble des repas proposés aux élèves dans les restaurants scolaires de la ville et en proposant depuis septembre 2014, aux familles qui le souhaitent, un repas sans viande, favorisant ainsi une alimentation différenciée ;

CONSIDERANT la signature de la charte « Manger Bio Local en Entreprise » proposée sur l'agglomération grenobloise et plus généralement en Rhône-Alpes qui décline les objectifs suivants :

- Promouvoir l'accessibilité à une alimentation de qualité via l'intégration de produits biologiques d'origine rhônalpine,
- Promouvoir le développement de l'agriculture biologique rhônalpine,
- Créer du lien entre tous les acteurs du « champ à l'assiette » (l'agriculteur biologique, le consommateur final, l'entreprise, la société de restauration collective mais aussi les acteurs logistiques) en créant des partenariats durables,
- Etablir un système économique juste, éthique pour tous ces acteurs : des prix équitables et concertés,
- Agir sur la santé des salariés à travers leur assiette,

- Protéger l'environnement et les ressources naturelles, respecter les écosystèmes et s'inscrire dans une démarche durable.

CONSIDERANT délibération municipale de Sassenage n° 19 du 7 avril 2016 approuvant la convention de partenariat avec le CIEC prenant en compte l'évolution du CIEC et déterminant les règles de son fonctionnement et de sa gouvernance ;

CONSIDERANT qu'une association à but non lucratif type loi 1901 est appelée à prendre le relais du partenariat initié en 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal,

D'APPROUVER les statuts de l'association à but non lucratif porteuse du CIEC dont un projet est annexé

D'AUTORISER la Ville de Sassenage à adhérer à l'association ainsi créée et le Maire à signer tous les documents y afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

11 - DAE – ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE DE SIGNER UNE CONVENTION DE VENTE ET D'EXPLOITATION GROUPÉES DE BOIS
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 214-7 et 8 du Code Forestier ;

VU l'article D 214-22 du Code Forestier ;

VU le projet de convention ci-annexé définissant les conditions particulières selon lesquelles la Commune et l'ONF conviennent de mettre en œuvre une opération de vente et d'exploitation groupée de bois conformément à la délibération du conseil municipal de la commune ;

CONSIDERANT les éléments exposés dans la note de synthèse jointe au dossier de convocation à la présente réunion du Conseil Municipal ;

INDIQUE que la durée prévue de la convention est celle qui sera nécessaire à l'ONF pour procéder : à l'exploitation des deux parcelles visées pour un volume estimatif de 200 m³, à la mise en vente des bois qui en seront issus et aux opérations de recouvrement et de reversement du produit correspondant à la Commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la convention dont le projet est annexé ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

12 - DAE – DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – CONVENTIONS DE GESTION ET DE PARTENARIAT AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) ISÈRE-AVENIR POUR LE MARAIS DES ENGIÈRES

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral de l'Isère n° 2002-10 843 du 17 septembre 2002 portant création d'un périmètre de protection biotope sur le marais des Engièrès à Sassenage ;

VU la délibération du Conseil Général de l'Isère du 10 mai 2005 labellisant la zone humide des Engièrès comme espace naturel sensible associatif (ENSA) ;

VU les conventions de partenariat pour la gestion du marais des Engièrès établies le 17 décembre 2008 et le 1^{er} février 2011 ;

VU le contrat vert et bleu porté par Grenoble-Alpes Métropole ;

VU le projet de convention de gestion de l'Espace Naturel Sensible du marais des Engièrès (Sassenage) ci-annexé ;

VU le projet de convention de partenariat de l'Espace Naturel Sensible du marais des Engièrès (Sassenage) ci-annexé ;

RAPPELLE qu'en accord avec la commune de Sassenage et la Société des ciments Vicat, principal propriétaire sur les 6 hectares protégés, le Conservatoire d'espaces naturels de l'Isère (CEN Isère-Avenir) mène des actions de gestion depuis 2002 pour restaurer et conserver le patrimoine naturel du marais des Engièrès ;

INFORME que ce site constitue en tant que tel un corridor entre le Vercors et la rivière l'Isère reconnu dans la trame verte et bleue du territoire de la métropole. A ce titre, il est aujourd'hui inscrit dans le cadre du contrat vert et bleu porté par la Métropole, et répertorié comme un site à enjeu sur le territoire de l'agglomération grenobloise ;

PRECISE qu'une fiche action, dans le cadre du contrat vert et bleu, a été établie pour un projet de 75 000 euros étalé sur 5 ans, et intégrant notamment l'aménagement pédagogique pour l'ouverture au public du marais des Engenières tel que l'envisage la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT, en premier lieu, que dans ce contexte, il convient de prolonger la convention de gestion, arrivée à échéance, qui a défini les relations entre le CEN Isère-Avenir et la commune de Sassenage dans le cadre d'une délégation de gestion écologique au CEN Isère-Avenir en cohérence avec le plan de gestion du site ;

CONSIDERANT, en second lieu, qu'une deuxième convention a pour objectif de renouveler pour une durée de 5 ans le partenariat entre la commune de Sassenage et le CEN Isère-Avenir par la mise à disposition de la parcelle communale AN n° 14 au lieu-dit de Clémencières, et de définir les modalités du partenariat pour aboutir à la protection et restauration du marais des Engenières, à l'ouverture au public dans un objectif pédagogique du marais, et à la maîtrise foncière du site dans la limite des crédits mobilisés par le CEN Isère-Avenir ;

PRECISE que la mise à disposition de la parcelle est effectuée à titre gratuit et que les frais et coûts d'aménagement et d'entretien sont à la charge du CEN Isère dans la limite des crédits mobilisés ;

EXPOSE que la commune envisage de reconduire le partenariat avec le CEN Isère-Avenir en lui confirmant son soutien dans la gestion courante et opérationnelle du site au titre de l'année 2017, dans l'attente des financements attendus au titre du contrat vert et bleu. A ce titre, le CEN Isère-Avenir assurera les travaux d'entretien annuels des milieux par la fauche multiple de la renouée du Japon (espèce exotique envahissante) et la fauche des prairies humides du marais commanditée à un agriculteur local, les travaux de petit génie écologique, le suivi scientifique et la surveillance du site. Il aura également la faculté d'assurer la maîtrise foncière sur le site ;

INDIQUE que la participation communale, objet de cette convention, s'élève à 40% du coût total des opérations de gestion soit 1380 €. La programmation annuelle pourra être réajustée si nécessaire et fera l'objet d'un avenant modificatif ;

PRECISE que la présente convention est établie pour une durée de 1 an à compter de sa signature par les deux parties ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la convention de gestion entre le Conservatoire d'espaces naturels Isère-AVENIR et la Commune de Sassenage dont le projet est annexé ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

D'APPROUVER la convention de partenariat entre le Conservatoire d'espaces naturels Isère-AVENIR et la Commune de Sassenage dont le projet est annexé ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DIT que la participation communale est d'ores et déjà inscrite au budget principal 2017 de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Avant de passer au point n° 13 à l'ordre du jour, Monsieur le Maire rappelle qu'il est Président de la SPL Isère-Aménagement et qu'à ce titre, afin d'éviter tout risque de conflit d'intérêt, il propose au Conseil Municipal de ne pas participer aux débats et au vote sur ce dossier, et de confier la Présidence de l'assemblée à Jérôme MERLE pendant le temps de la délibération.

Christian COIGNÉ quitte la Présidence de séance, va se placer dans le public, et Jérôme MERLE prend la Présidence de la séance. Il désigne Jean-Pierre SERRAILLIER comme rapporteur du projet de délibération n° 13 et lui donne la parole.

A compter de ce moment :

Étaient présents : M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Séverin BATFROI - Mme Gaëlle BUREL à M. Jérôme MERLE - Mme Francette GIERCZAK à Mme Christine DURAND - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - M. Michel BARRIONUEVO à M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés : M. Christian COIGNÉ

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	31

13 - DAE – DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ENQUETE PUBLIQUE POUR LA REALISATION DE LA ZAC (ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTEE) « PORTES DU VERCORS » - AVIS MOTIVE SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE R. 214-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 122-1, R. 122-7 et R. 122-9 ;

VU les dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'avis d'enquête publique portant sur la réalisation de la ZAC « Portes du Vercors », qui s'est déroulée du 2 mai au 3 juin 2017 inclus sur les communes de Fontaine et de Sassenage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 38-2017-096-DDTSE01 du 06 avril 2017 dont l'objet est l'enquête publique relative à la réalisation de l'aménagement du périmètre opérationnel dit ZAC « Portes du Vercors » sur les communes de Sassenage et Fontaine, et notamment son article 8 ;

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 03 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une enquête publique s'est déroulée du 2 mai 2017 au 3 juin 2017 sur le territoire des communes de Fontaine et de Sassenage, portant sur l'autorisation environnementale unique du projet de réalisation de la zone d'aménagement concertée « Portes du Vercors », plus particulièrement en sa phase 1, sur un périmètre d'environ 30 ha, selon le plan annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'au terme de cette enquête sera dressé par Monsieur le Préfet de l'Isère un arrêté préfectoral, portant autorisation ou refus, au titre de la loi sur l'eau et des milieux aquatiques et de la dérogation au titre du 4° de l'article L 411-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que conformément à l'article R.214-8 du même code, le conseil municipal est appelé à donner son avis motivé sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard 15 jours suivant la clôture de l'enquête ;

EXPOSE, à la lecture du dossier soumis à enquête publique, que la commune de Sassenage souhaite prononcer **un avis favorable assorti expressément des réserves suivantes**, à la présente demande d'autorisation unique :

1- Le risque inondation identifié sur le périmètre de la ZAC :

La commune de Sassenage prend note que le dossier d'enquête publique fait apparaître que le projet de la ZAC génère en théorie une incidence neutre sur l'aléa inondation que ce soit sur le réseau hydrographique secondaire tel que la Petite Saône ou le fossé des sables, ou en cas de rupture de la digue du Drac. Cela est rendu possible par la mise en œuvre de

mesures spécifiques telles que la création d'un volume de compensation d'expansion des crues de 32 100 m³, le recalibrage de la Petite Saône, la création du Parc des convergences ainsi que la noue attenante à la future allée métropolitaine acheminant les ruissellements de surface en direction de la Grande Saône

La Ville de Sassenage souligne que ces aménagements hydrauliques, bien qu'ils permettent la non-aggravation du risque et d'obtenir dérogatoirement, par recours au dispositif de ZIS (Zone d'Intérêt Stratégique définie par l'Etat) la constructibilité en zone d'aléas moyen et fort, ne suppriment en aucun cas l'occurrence et la gravité de ces derniers.

La Ville de Sassenage appelle à cet égard à une vigilance toute particulière, motivée par le fait que la position des services de l'Etat sur le classement en ZIS du périmètre ainsi que les cartographies et prescriptions issues de la SLGRi (Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation) et du PPRi Drac en cours d'élaboration ne sont pas connues à ce jour. Le dossier d'enquête se base sur les plans de prévention de risques naturels et inondation de l'Isère approuvés de Sassenage et Fontaine et non sur l'état futur de la connaissance du risque inondation de la plaine lié au Drac dont les premières cartes d'aléas et règlements différenciés sont annoncés pour fin d'été 2017 par les services de la DDT.

La Ville émet donc une réserve forte sur la compatibilité des mesures à venir avec les aménagements présentement décrits au dossier d'enquête ainsi que sur la pertinence du futur périmètre ZIS, qui n'est pas plus arrêté à ce jour. La Ville sera de ce point de vue particulièrement vigilante sur le risque à l'aval de la ZIS ou de la ZAC, après implantation des bâtiments, afin qu'aucune disposition constructive ne puisse générer une aggravation du risque sur les biens et les personnes situés en périphérie et à l'aval.

La Ville attire enfin l'attention sur la notion de gestion du risque en phase travaux qui impose de son point de vue la mise en place préalable des ouvrages hydrauliques compensatoires telle la noue de raccordement de la future allée métropolitaine à la Grande Saône.

La commune conditionne donc son avis à une vigilance particulière sur les garanties de pérennité des aménagements hydrauliques proposés et aux modalités d'adaptation de l'urbanisation au risque propre à la Zone d'Intérêt Stratégique (ZIS).

La commune estime par ailleurs indispensable la mobilisation des services de l'Etat et tout collègue d'expert approprié pour l'actualisation de son plan de sauvegarde communal (PCS) sur la question de la résilience, de l'organisation des alertes et des secours adaptés aux futurs scénarios d'inondation (en cas de brèche sur digue en particulier), et ce dans les plus brefs délais, et en tout état de cause avant les premières livraisons de constructions dans le cadre de l'opération des Portes du Vercors.

2- L'entretien des espaces paysagers dans le cadre du projet :

Dans le cadre des mesures de suivi et d'entretien, il est mentionné que l'entretien des espaces paysagers de rétention de la noue métropolitaine et de la petite Saône incomberait aux Communes de Sassenage et de Fontaine. Ce point nécessite une évaluation des coûts rapportés et des répartitions de responsabilité (en particulier pour les ouvrages de correction hydraulique sortant du champ de compétence de la Métropole au titre des ouvrages d'eaux pluviales et de la future GEMAPI), pour lesquels un tour de table doit être engagé avec les communes et une convention de gestion des équipements publics dressée à l'occasion du projet.

3- Les équipements publics :

Le dossier d'enquête souligne que les équipements existants sur les deux communes sont globalement adaptés et suffisamment diversifiés pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants à l'occasion du projet de la ZAC.

Il est indiqué que les équipements de la petite enfance et scolaire sont actuellement très fréquentés et seront en revanche insuffisants pour répondre à l'arrivée des nouveaux habitants qui induira une nouvelle population en âge d'être scolarisée tant en maternelle qu'en élémentaire.

Ce constat rejoint les scénarios envisagés par l'AURG (Agence d'urbanisme de la Région Grenobloise) mandatée par la Ville de Sassenage sur les perspectives d'évolution de la population en âge d'être scolarisée sur Sassenage. La Ville rappelle à cet égard qu'elle sollicite depuis le début des études préalables de la ZAC une mise en réserve foncière et la réalisation d'un groupe scolaire dans le cadre de l'opération.

La Commune souligne à cet égard que la tranche 1 de la ZAC Portes du Vercors ne prévoit pas la localisation ni la réalisation de cette école alors qu'elle s'avère indispensable et ce dès l'arrivée des nouveaux habitants. Ce point nécessite donc une vigilance absolue et devra faire l'objet d'une programmation à très court terme, coordonnée également avec les autres opérations en gestation sur la Commune, tels les 400 logements prévus sur l'opération GLD-La falaise, afin que l'équipement mutualise les besoins des actuels et futurs arrivants tant au sein du périmètre de la ZAC que de son proche environnement, avec une évolution nécessaire de la carte scolaire communale.

L'engagement rapide de cette réflexion est d'autant plus nécessaire que l'implantation d'un groupe scolaire relevant de la catégorie des ERP (Etablissements Recevant du public) du 1^{er} groupe sera conditionnée fortement par les règlements opposables du futur PPR Drac et de la SLGRI et nécessitera des mesures de sûreté particulières, le cas échéant, pour assurer la sécurité des occupants de l'établissement contre le risque inondation.

Une réflexion du même type est également nécessaire sur les capacités d'accueil mutualisées des collèges Fleming et Gérard Philippe.

4- Les déplacements et le stationnement :

Les déplacements :

Le dossier d'enquête publique indique que le projet urbain des Portes du Vercors se structure et s'organise autour de la création d'une liaison routière, dénommée Allée métropolitaine, entre le Pont de Martyrs et l'avenue de Romans, en parallèle de l'actuelle rue de l'Argentière, qui sera donc apaisée et est appelée à voir ses fonctions de desserte locale, et non de transit, affirmées.

L'organisation de la circulation à l'échelle de l'opération a été définie au regard des besoins à moyen terme, mais également des évolutions à plus long terme en lien avec les projets de développement des transports en commun et notamment : le projet de liaison par câble ou

encore la mise en place provisoire d'un transport en commun en site propre (prolongement de la ligne Chrono n°6) qui permettrait de desservir l'ensemble du secteur dans l'attente de la réalisation du projet Métro câble.

Cette question sur les déplacements est centrale. En effet la commune de Sassenage réitère, sur la question des déplacements internes ou périphériques à la ZAC, les réserves qu'elle a émises dans des courriers adressés respectivement aux Présidents du SMTC le 25 avril 2017 et de la Métropole le 26 Avril 2017, à savoir la nécessité d'une réflexion et d'un engagement en matière de déplacements dépassant le périmètre de Portes du Vercors, sur une offre structurée de transport en commun (Tram / câble / BHNS) qui intégrerait un parking-relais de capacité suffisante au Nord de Sassenage, et la prise en compte de l'absolue nécessité de la création de la voie de contournement urbaine. Telles seraient, du point de vue de la Ville de Sassenage, les conditions d'atteinte des objectifs de rééquilibrage des différents modes de déplacement et de la préservation de la qualité de vie au sein des espaces urbanisés existants ou futurs par une diminution des nuisances liées à la circulation : pollution, bruit...

La commune de Sassenage émet une réserve expresse sur la compatibilité du projet Métrocâble en termes d'insertion urbaine d'une part sur l'allée Métropolitaine (effet d'aspiration de véhicules sur Sassenage, insertion visuelle, attractivité commerciale sur le secteur de Sassenage), mais surtout quant à sa capacité à régler les problèmes de circulation à l'échelle du secteur mais aussi du territoire de Sassenage, notamment par l'absence de parking relais identifié sur le multimodal terminus la Poya. La Ville de Sassenage a adressé au Présidents du SMTC et de la Métro un courrier en date du 25 avril 2017, resté sans réponse en ce jour, développant son argumentaire sur une variante du projet en direction du nord et sur les contraintes spécifiques liées à l'implantation actuellement envisagée au sein du périmètre de la ZAC de Portes du Vercors. Le Métrocâble revêt de ce point de vue un enjeu urbanistique structurant du secteur. Le fait que le projet Métrocâble soit menée par le SMTC distinctement de la maîtrise d'ouvrage Métropole sur la ZAC Portes du Vercors ne doit pas générer d'effet néfaste sur l'enjeu commun d'intégration urbaine de l'équipement et d'amélioration notable des conditions de déplacement et ce au-delà du périmètre de la ZAC, compte tenu des engorgements de trafic subis quotidiennement par la Ville de Sassenage.

Sur l'allée métropolitaine et les voiries créées à l'occasion de la ZAC, la Ville de Sassenage précise à cet égard qu'elle entend accompagner la démarche en généralisant le dispositif « Métropole apaisée - zone 30 » sur l'ensemble du réseau viaire de la ZAC, y compris l'Allée métropolitaine et la Rue de l'Argentière, et sollicite de la Métropole que leur aménagement soit adapté à ces usages et participe à une meilleure cohabitation entre les modes de déplacements doux et motorisés.

Concernant la desserte des îlots situés entre la Saulée et la Petite Saône, la Ville exprime son extrême réserve sur une desserte viaire par les rues Mozart et Beethoven, extérieures au périmètre de la ZAC. Si cette solution devait être retenue, il conviendrait impérativement que ces voies bénéficient d'un aménagement structurant (actuellement non prévu au programme d'équipement de la ZAC), visant à compenser qualitativement (zone de rencontre, zone 20....) les impacts liés aux flux nouvellement générés par l'opération d'environ 190 logements. La Ville exprime en revanche son adhésion à la création d'une passerelle traversant la petite Saône qui assurera la liaison piétonne entre ces îlots de la ZAC et la place des convergences.

En phase travaux, la Ville de Sassenage exige que soit étudié un parcours à moindre dommage des engins de travaux publics (dont le transport de matériaux) nécessaires aux chantiers de la ZAC, évitant l'actuelle rue de l'Argentière qui n'est pas en mesure de pouvoir supporter une aggravation des nuisances (70db en diurne actuellement) déjà supportées par sa fréquentation de plus de 10 000 véhicules / jour, et le démarrage des travaux de doublement de l'A 480 à partir de 2020. Aussi, elle recommande dans le cadre de la création du fossé longeant la future Allée Métropolitaine, qui sera réalisé en première tranche de la ZAC, la création d'une voirie provisoire permettant la desserte des chantiers de la ZAC.

Les stationnements :

Si le dimensionnement du stationnement constitue un levier pour limiter la part modale à 50% comme l'ambitionne le projet de Portes du Vercors, la Ville émet toutefois de sérieuses réserves sur une capacité de stationnement insuffisante, réduite à une place par logement dans le projet sans que :

- Le niveau de desserte par les transports en commun et les points ci-dessus développés ne soient arbitrés et garantis ;
- L'offre mutualisée (privée / public) de parkings ne soit elle-même explicitée et répartie de façon homogène en fonction notamment des densités d'habitat sur les différents secteurs de la ZAC.

5- L'activité économique :

L'offre commerciale et de loisirs bénéficiera de la proximité des quartiers résidentiels de Fontaine et Sassenage, redynamisant l'activité du secteur autour du pôle commercial actuel de Géant Casino.

Un socle de commerces est prévu le long de l'allée métropolitaine. Il conviendrait d'obtenir des éléments supplémentaires concernant la programmation, le type et le nombre de commerces prévus notamment sur Sassenage. A cet égard, la commune souligne que l'offre nouvelle doit constituer une offre complémentaire, et non concurrente vis à vis des autres pôles commerciaux de proximité existant sur le territoire de Sassenage, afin d'assurer l'équilibre et la sauvegarde des commerces de proximité.

Enfin, la commune s'interroge sur la compatibilité entre la réglementation sur les risques d'inondabilité à venir dans le cadre des procédures ZIS et du PPRI qui imposera des contraintes (surélévation, accessibilité, sécurité dans les ERP...) à ces activités, toutes situées au premier niveau (socle actif) des bâtiments érigés sur l'allée métropolitaine.

6- La compatibilité des documents d'urbanisme :

Le dossier d'enquête précise à bon droit que les PLU des communes de Sassenage et de Fontaine ne sont pas compatibles avec le projet.

Une procédure visant à la mise en compatibilité de ces documents est actuellement engagée par la Métropole afin de mettre en œuvre la première tranche de la ZAC.

La Ville exprime tout la vigilance qu'elle accorde aux enjeux liés à la mise en comptabilité de son PADD et du règlement du PLU afin que soient garantis la maîtrise de la densité, des hauteurs, de la forme urbaine aux fins d'une intégration soignée du nouveau quartier dans le tissu naturel et bâti préexistant, dans le respect de la trame identitaire de Sassenage.

La Ville requiert à cet effet qu'une attention toute particulière soit portée dans l'organisation urbaine générale et la qualité, ainsi que dans la fonctionnalité des espaces publics et des constructions.

7- Concertation

La concertation préalable sur l'opération a porté principalement sur les espaces publics et s'est déroulée avant d'importantes adaptations du programme de l'opération et de son organisation urbaine en raison notamment des effets du porter à connaissance du PGRI (Plan de Gestion du Risque Inondation) du 13 Novembre 2015.

La commune note une accélération soudaine de ce projet qui de fait, n'a pas intégré des étapes déterminantes de concertation avec la population alors que la Métropole va délibérer le 30 Juin prochain sur le lancement de la procédure de DUP valant mise en compatibilité des PLU de Fontaine et de Sassenage.

Ces mesures d'association de la population paraissent inadaptées à l'ampleur du projet et à sa temporalité.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'EMETTRE un avis favorable à la demande d'autorisation unique environnementale de la ZAC Portes du Vercors, **assorti des réserves et compléments d'information ci-dessus mentionnés, au moyen de l'actualisation des d'études et de leur parfaite prise en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.**

Des interventions orales se succèdent :

Daniel D'OLIVIER QUINTAS, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Yannick BELLE, Jérôme GIACHINO, M'Hamed BENHAROUGA, Séverin BATFROI, Jérôme MERLE, Florence PARVY.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

Le Maire reprend la Présidence de la séance à 20h45 puis donne des explications sur le projet adopté.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Séverin BATFROI - Mme Gaëlle BUREL à M. Jérôme MERLE - Mme Francette GIERCZAK à Mme Christine DURAND - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - M. Michel BARRIONUEVO à M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

<p style="text-align: center;">14 - DAE – DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ANCIENNE ÉCOLE DES CÔTES- ACQUISITION D'UN LOCAL EN VENTE EN ETAT FUTUR D'ACHÈVEMENT (VEFA) AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DAUPHINOISE POUR L'HABITAT</p>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-21,

VU le Code de construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-8 et R.111-19 et suivants et L.122-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-1et suivants, R 421-1 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 8 septembre 2016 entérinant la cession au profit de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) des parcelles cadastrées section BK n°41, BK n°306 et BK n°309 sises au 29 et 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes (ancienne école Notre Dame des Vignes) en vue de la réalisation d'un programme immobilier

VU l'avis de France Domaine référencé n°2017-474V0699 en date du 18 mai 2017 ;

RAPPELLE que le projet consiste à réaliser un programme immobilier de 11 logements locatifs sociaux, et comprenant une salle d'activité ;

CONSIDERANT qu'à ce titre un permis de construire n° 038474 16 10016 a été délivré en date du 24 octobre 2016 à la SDH pour la réalisation dudit programme intégrant un local au rez-de-chaussée ;

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de Sassenage d'acquérir ce local pour l'implantation d'une salle communale, volume intégrant également 10 places de stationnement ;

CONSIDERANT que ce local d'une superficie d'environ 56 m² fait partie de l'ensemble immobilier et est situé au rez-de-chaussée du bâtiment C, et qu'il convient de procéder à l'acquisition en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) ;

CONSIDERANT que les négociations menées avec la SDH ont abouti à l'acquisition en l'état futur d'achèvement d'un local livré « brut de béton, clos et couvert et fluides en attente » au montant total de 1100 € HT le m² de surface utile ;

CONSIDERANT que France Domaine a rendu un avis n° 2017-474 V0699 en date du 18 mai 2017, et confirmant la valeur vénale ;

CONSIDERANT qu'il convient d'entériner l'acquisition en VEFA dudit volume auprès de la SDH ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à déposer les autorisations d'urbanisme et de travaux nécessaires à l'aménagement intérieur du local ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ENTERINER le principe de l'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), auprès de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH), d'un local d'une superficie d'environ 56 m² de surface utile situés dans le futur immobilier sis au 29 et 31 rue de l'Église Notre Dame des Vignes,

D'APPROUVER l'acquisition de ce volume pour un montant de 1100 euros HT le m² soit un montant total de 61 600 € HT ;

D'AUTORISER Monsieur Le Maire à signer tous les actes notariés relatifs à l'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet, à recevoir par Maître LECLERCQ, notaire à Grenoble,

DE DONNER son accord pour créer toutes les servitudes nécessaires à cet effet ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à déposer toutes les autorisations d'urbanisme ou de travaux nécessaires à ce titre ;

DE PRECISER :

- Que les versements s'effectueront selon l'échéancier suivant, et en fonction de l'avancement des travaux ;

5% à la signature de l'acte notarié en VEFA, 30 % à l'achèvement des fondations, 35 % à la mise hors d'eau du bâtiment, 28 % à la livraison, 2 % à la levée des réserves (conformité architecturale des travaux).

- Que les frais relatifs à l'acte notarié et à d'établissement de l'Etat Descriptif de Division en Volume sont à la charge de la Société Dauphinoise pour l'Habitat qui s'y engage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Le Maire répond aux questions diverses posées sur les rythmes scolaires, le Ball-Trap, les logements communaux, et la frise de l'Ecole Vercors.

La séance est close à 21h45mn.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 15 juin 2017



Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 16 juin 2017

